

## COMMUNICATION

---

### **Éthique vétérinaire et relations internationales**

par Jean BLANCOU\* et Thierry CHILLAUD\*

---

#### RÉSUMÉ

Les règles d'éthique applicables aux diverses activités vétérinaires sont déterminées, au niveau national, par les instances professionnelles responsables. Au niveau international, il était important de chercher à harmoniser ces règles, pour que les échanges internationaux d'animaux, de produits d'origine animale et de médicaments vétérinaires aient lieu avec le maximum de sécurité. Les recommandations faites dans ce but par l'Office international des épizooties, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et l'Association mondiale vétérinaire sont exposées et discutées.

#### SUMMARY

##### VETERINARY ETHICS AND INTERNATIONAL RELATIONSHIPS

The ethical rules applicable to various veterinary activities are determined, on a national level, by the responsible professional authorities. On an international level, it was important to attempt to harmonise these rules, in order to ensure that international trade in animals, animal products and in veterinary drugs takes place with maximum security. The recommendations made in this respect by the Office International des Epizooties, the Food and Agriculture Organization or the United Nations and the World Veterinary Association, are presented and discussed.

---

\* Office international des épizooties, 12 rue de Prony, 75017 Paris, France.

## INTRODUCTION

Il n'existe pas encore de véritable Code international de déontologie vétérinaire. Cependant chacun reconnaît qu'il est indispensable que les services vétérinaires nationaux maintiennent entre eux des relations de confiance dans l'intérêt de la santé et du bien-être des animaux au niveau mondial.

C'est bien souvent à la suite d'épizooties extrêmement préjudiciables à leur cheptel que ces services avaient, en effet, mis peu à peu en application des réglementations sanitaires à l'importation. Mais la rigueur de ces réglementations s'est avérée telle en certaines circonstances qu'en réaction les pays exportateurs se sont vu obligés de bâtir des systèmes de certification sanitaires propres à satisfaire leurs acheteurs étrangers. Il convenait donc que la profession vétérinaire s'organise pour proposer des solutions à l'ensemble de ces questions dans un cadre international.

C'est ce que proposait déjà le Professeur LECLAINCHE en 1936 (3).

Des règles de bonne conduite ont donc été proposées au plan international. Ces règles s'appliquent aux trois principaux domaines des activités vétérinaires : *les relations internationales entre Services vétérinaires, la certification lors des échanges internationaux d'animaux, le contrôle et la distribution de médicaments vétérinaires*. Nous les examinerons tour à tour.

### 1. ÉTHIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES ENTRE SERVICES VÉTÉRINAIRES

Pour "moraliser" les échanges mondiaux d'animaux et produits d'origine animale, les organisations ou associations internationales ont déterminé quelques principes généraux qui sont les suivants :

L'**Office international des épizooties (OIE)** consacre le chapitre 1.3.1. de son *Code zoo-sanitaire international* (4) à "l'éthique vétérinaire dans les échanges internationaux". Dans ce chapitre, le *Code* recommande essentiellement que des informations soient fournies, régulièrement et rapidement, par chaque pays sur sa situation sanitaire, ses mesures de lutte, ses Services vétérinaires, les analyses dans ses laboratoires, etc. Le but de ces recommandations est "d'assurer la fluidité des échanges internationaux sans nuire à la santé animale et à la santé publique".

Plus récemment, l'OIE a publié un document intitulé *Lignes directrices pour l'évaluation des Services vétérinaires* (5) adopté par ses 143 pays Membres, et dont le but essentiel est de définir les contours d'un "bon" Service vétérinaire d'État.

Ce document de 23 pages envisage les principaux domaines qui permettent aux relations internationales de se fonder sur une véritable éthique :

- Article 5 : *l'information sanitaire* (elle doit être objective, cohérente et exacte...).

- Article 8 : *l'inspection dans les pays importateurs* (elle doit être valable, raisonnable, effectuée de façon non discriminatoire...).

- Article 10 : *le rôle et la responsabilité du chef des Services vétérinaires* (ils doivent être clairement définis, portés à la connaissance des partenaires commerciaux...).

- Article 15 : *la surveillance des maladies animales* (elle doit être réalisée par des vétérinaires expérimentés et qualifiés, au contact des éleveurs...).

- Article 26 : *les laboratoires de diagnostic* (de leur qualité dépendent nombre de processus de contrôle et de certification...).

- Article 29 : *le champ des contrôles des Services vétérinaires* (il doit s'étendre aux matériels génétiques issus des animaux domestiques, aux produits d'origine animale, aux animaux sauvages...).

- Articles 33/36 : *les certificats vétérinaires* (les vétérinaires qui les délivrent doivent exercer leur fonction en toute indépendance, ne doivent posséder aucun intérêt financier attaché aux animaux ou produits à certifier, ne doivent pas être les employés de leur propriétaire...).

- Articles 45/47 : *les médicaments vétérinaires* (les Services vétérinaires doivent pouvoir démontrer qu'il existe un contrôle effectif et harmonisé, au niveau national, de la production de ces médicaments et que ce contrôle porte sur l'autorisation de mise sur le marché, sur la distribution et sur l'usage de ces médicaments, des produits biologiques et des réactifs de diagnostic...).

Par ailleurs, le Comité international de l'OIE s'est, à plusieurs reprises, prononcé sur la responsabilité des vétérinaires en matière de *protection des animaux*. Sa Résolution n° XIV du 28 mai 1993 considère, notamment, que les Services vétérinaires nationaux "ont la responsabilité de s'assurer du bien-être des animaux au cours de leur transit (d'un pays à l'autre)" et recommande "que ces services assurent une surveillance correcte des animaux au cours de leur transport".

Enfin, en 1994, l'Office international des épizooties a publié une collection d'opuscules intitulés *Administration et gestion des Services vétérinaires*, dont le volume II (rédigé par le Docteur René SEYNAVE, Contrôleur général honoraire des Services vétérinaires) contient un chapitre traitant des différents problèmes éthiques rencontrés par les vétérinaires dans l'exercice de leur profession (6).

**L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture** (OAA ou FAO) s'est préoccupée en priorité des Services vétérinaires des pays en développement, notamment en publiant, en 1991, un document intitulé *Directives pour le renforcement des Services de santé animale dans les pays en développement* (2). Ce document de 141 pages contient des recommandations valables en fait pour tous les pays, parmi lesquelles on peut citer celles concernant :

- *Le statut de la profession vétérinaire* (p. 44) "les vétérinaires d'État doivent avoir un diplôme de niveau universitaire, leurs droits et devoirs doivent être égaux à ceux d'autres fonctionnaires de même niveau, ils doivent dépendre d'un Conseil vétérinaire indépendant ayant autorité pour vérifier leur formation, leur compétence et leur éthique professionnelles"; (p. 82) "chaque pays doit avoir un Conseil de l'ordre indépendant habilité par l'État à guider la profession sur le plan éthique et à s'assurer de la bonne conduite de ses membres".

- *La protection animale* (p. 34) "le vétérinaire a le devoir de protéger les animaux, de leur éviter des souffrances inutiles, de définir les normes acceptables du bien-être de ces animaux, notamment durant leur transport, leur utilisation dans les laboratoires...".

- *Les médicaments vétérinaires* (p. 39 et 81) "il doit exister dans chaque pays des bases légales pour contrôler la mise sur le marché, la fabrication, l'importation, la distribution et l'usage des médicaments vétérinaires chimiques et immunologiques. Si l'autorisation de mise sur le marché et le contrôle concernent des médicaments à usage humain et animal, il doit exister un sous-comité vétérinaire responsable de médicaments vétérinaires...".

**L'Association mondiale vétérinaire (AMV)** a récemment adopté un code d'éthique professionnelle publié en anglais : *Code of professional ethics of the World Veterinary Association* (8), dont il existe aussi une version en espagnol.

Ce document de 4 pages et 24 articles a pour ambition "d'unifier les normes éthiques existantes et d'offrir des règles de base aux vétérinaires du monde entier". Il aborde les principaux domaines d'activités vétérinaires, parmi lesquels on peut citer :

- Article 5 : *le titre de vétérinaire* (il doit être conforme aux normes fixées par l'AMV).

- Article 6 : *les domaines de compétence du vétérinaire* (au nombre de 16, dont la santé publique vétérinaire, la génétique appliquée, la pisciculture, etc.).

- Article 7 : *la bonne conduite professionnelle* (le vétérinaire ne doit pas s'associer à des personnes de réputation douteuse, être mêlé à des méthodes contraires aux règles éthiques, à des manœuvres menaçant le bien-être animal ou l'environnement, et il doit fonder son action sur des bases scientifiques...).

- Article 13 : *les médicaments vétérinaires* (le vétérinaire ne doit prescrire que des médicaments officiellement autorisés sur le marché).

- Article 16 : *la certification* (le vétérinaire ne doit certifier que les faits qu'il a personnellement constatés).

- Articles 22/23 : *la bonne conduite du vétérinaire* (elle sera basée sur la dignité, la loyauté et le respect mutuel dans un esprit de confraternité...).

L'AMV a prévu de désigner un "Comité d'éthique" chargé d'interpréter ce Code, étant entendu que les vétérinaires de chaque pays resteront soumis, par ailleurs, à leur propres réglementations ou codes d'éthiques nationaux.

On constatera donc que, s'il n'existe pas aujourd'hui de document unique et complet sur l'éthique vétérinaire, tant les Services vétérinaires d'État que les vétérinaires libéraux disposent déjà de plusieurs textes de référence qui constituent autant d'éléments d'un "Code d'éthique" de leurs relations, au niveau mondial.

## 2. ÉTHIQUE DE LA CERTIFICATION VÉTÉRINAIRE LORS D'ÉCHANGES INTERNATIONAUX D'ANIMAUX OU DE PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE

Ce point est peut-être le plus délicat au plan international, car la qualité des relations entre Services vétérinaires, dont dépendent santé et protection animales, se fonde le plus souvent sur celle d'un document : le certificat vétérinaire. La délivrance de ce certificat résulte de processus complexes, incluant le plus souvent des examens cliniques effectués par des vétérinaires praticiens et des analyses biologiques conduites au laboratoire qui sont autant de pièces contribuant à l'établissement de l'attestation officielle de la qualité de l'animal ou des produits biologiques exportés.

Comme précédemment, nous rappellerons ici quelques-uns des textes proposés au niveau international sur ce sujet.

L'Office international des épizooties consacre un chapitre du *Code zoo-sanitaire international* (4) aux principes de la certification vétérinaire. Ce chapitre recommande, notamment, de limiter les exigences à l'importation à celles qui sont réellement justifiées, de s'appuyer sur des règles éthiques (dont la principale est le respect et la sauvegarde du vétérinaire certificateur) et d'assurer une continuité de la responsabilité éthique.

Par ailleurs, dans le document de l'OIE déjà mentionné sur l'évaluation des Services vétérinaires (5), il est précisé (paragraphe 53) que, "parmi les faits qui peuvent influencer de façon défavorable l'évaluation d'un Service vétérinaire national, on peut citer la délivrance des certificats officiels non conformes ou falsifiés, la conviction de fraude et de corruption, ou l'ingérence de niveaux politiques supérieurs dans les procédures de certifications vétérinaires" et (Article 55) "que les mesures correctives prises, suite à la découverte de faux certificats, de fraude ou d'un délit de corruption constituent des faits importants pour démontrer l'intégrité d'un Service vétérinaire".

Plus récemment encore (juillet 1994), tous les pays européens membres de l'OIE, réunis à Stockholm (Suède), ont adopté une

recommandation visant à harmoniser les principes de certification, l'accréditation de laboratoires et la connaissance mutuelle des résultats de leurs analyses. Cette harmonisation de la certification sanitaire sera confiée à l'OIE qui se fondera sur "douze principes" également proposés aux pays de l'Union européenne (7). Ces principes excluent, notamment, toutes signatures d'un certificat par un vétérinaire qui serait propriétaire des animaux sur lesquels porte ce certificat.

L'harmonisation des procédures, des certifications et de l'accréditation des laboratoires sera également confiée à l'OIE, qui se fondera sur les normes de la série EN 4500 du Comité européen de normalisation (7). Elle sera "basée sur la confiance qui implique la transparence, un élément indispensable à une reconnaissance mutuelle des normes nationales sur la certification et les résultats des analyses de laboratoires".

**L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture** n'a pas publié de texte spécifiquement applicable à l'éthique de la certification vétérinaire, mais elle rappelle dans tous ses documents et, en particulier, dans celui précédemment cité (2) que les vétérinaires ne doivent certifier que les faits qu'ils ont personnellement constatés, notamment en matière de maladies animales.

**L'Association mondiale vétérinaire**, dans son "Code d'éthique professionnelle" (8) rappelle également le grand principe que doit observer un vétérinaire lors de la signature d'un document officiel : "Exprimer tous les faits, de façon sincère, concrète, sérieuse et ne certifier que des services exécutés personnellement ou en sa présence" (Article 16). Pour ce qui concerne les publications scientifiques, le même Code requiert "un maximum de respect et de compétence professionnelle, le plagiat étant considéré comme un sévère manquement à l'éthique professionnelle".

Même s'il existe des cas malheureux où les principes précédemment exposés ont pu être oubliés (certifications mal fondées, ou indûment exigées), la majorité des pays n'ont qu'à se louer de la compétence, de l'honnêteté, et de la sincérité des vétérinaires amenés à rendre compte de leurs activités à l'occasion d'une certification internationale.

Cette certification est même considérée comme la clé de voûte de la confiance entre vétérinaires du monde entier, et l'éthique de la certification est reconnue comme la condition *sine qua non* du succès de toute collaboration internationale. Cette confiance a permis à certains pays (tels que ceux de l'Union européenne) de libéraliser leurs échanges en limitant les contraintes sanitaires au strict minimum.

### 3. ÉTHIQUE DU CONTRÔLE ET DE LA DISTRIBUTION DES MÉDICAMENTS VÉTÉRINAIRES

Ce domaine est particulièrement sensible au sein de la profession vétérinaire, pour laquelle le médicament constitue à la fois un outil de travail quotidien et une préoccupation qu'il doit partager avec les consommateurs, les éleveurs, les médecins, les pharmaciens, etc.

Au plan international, plusieurs organismes ont élaboré des textes visant à instaurer des "codes de bonne conduite" dans ce domaine; certains de ces textes traitent en particulier de l'usage des médicaments vétérinaires immunologiques issus de la biotechnologie.

**L'Office international des épizooties**, dans le document précité sur l'évaluation des Services vétérinaires (5), insiste sur la responsabilité des vétérinaires dans le contrôle de la mise sur le marché ou de l'utilisation des produits biologiques "qui ne doivent pas être l'occasion d'introduire des maladies animales dans les pays importateurs" (Article 45). Une attention spéciale est portée aux résidus chimiques (y compris ceux des médicaments vétérinaires), pour lesquels les Services vétérinaires ont la responsabilité "de mettre en place un programme de surveillance et de suivi chez les animaux, dans les produits alimentaires d'origine animale et dans les aliments pour animaux" (Article 44) et "de réserver une part importante de leurs programmes à la réduction de la contamination chimique des aliments" (Article 49).

Un groupe de travail de l'OIE a, par ailleurs, préparé une "*directive pour l'utilisation des produits biotechnologiques : réactifs diagnostiques et vaccins à usage vétérinaire*" (1). Cette directive prévoit, notamment, une restriction de l'usage de ces produits à certaines personnes habilitées, l'obligation pour les autorités nationales d'être informées et d'informer les pays voisins de l'usage de ces produits, le respect de l'environnement, de la santé publique, des recommandations internationales, etc. Ces textes ont été appliqués à des cas concrets, parmi lesquels figurent les vaccins recombinants de la rage et de la peste bovine.

**L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture** a également recommandé que les vétérinaires soient impliqués dans les procédures d'autorisation de mise sur le marché des médicaments à usage animal (2). Concernant la distribution de ces médicaments, l'OAA précise que les Services vétérinaires "peuvent importer, stocker et distribuer des médicaments vétérinaires essentiels et que les pharmacies et dépositaires agréés peuvent distribuer des médicaments vétérinaires autorisés sur le marché". L'OAA accorde une attention particulière au contrôle des vaccins, "qui doit être assuré par les pays importateurs ou par un pays tiers possédant un système fiable d'enregistrement des médicaments vétérinaires".

**L'Association mondiale vétérinaire** dans son "Code d'éthique professionnelle" attire l'attention sur le fait que le vétérinaire (qui ne doit prescrire que des médicaments autorisés sur le marché) doit prendre en considération les risques que pourrait présenter, pour la santé animale ou humaine, un emploi non conforme au dosage ou aux modes d'emploi prescrits par le fabricant du médicament (8).

Tous les textes internationaux s'accordent donc sur l'obligation de n'utiliser que des médicaments vétérinaires autorisés sur le marché, sous la responsabilité directe ou indirecte des vétérinaires.

Cette responsabilité suppose une information approfondie sur les risques éventuels de l'emploi de ces médicaments pour la santé animale et humaine ou l'environnement. Elle implique que les vétérinaires s'inquiètent de l'usage incontrôlé des médicaments qui sont réservés à leur profession, et de l'extension alarmante de la fabrication de "faux médicaments" dans certains pays, qui risquent de jeter un grave discrédit sur cette profession dans son ensemble.

### CONCLUSION GÉNÉRALE

De ce bref aperçu des principaux documents existants au niveau mondial, il est possible de conclure que les problèmes d'éthique liés aux activités vétérinaires sont extrêmement variés. Aucun texte actuel ne peut prétendre les décrire tous et, *a fortiori*, les résoudre.

Cependant le rapprochement de ces documents démontre que les vétérinaires de tous les pays s'accordent sur l'essentiel, c'est-à-dire la nécessité de conserver et développer une confiance mutuelle au sein de la profession. Ils sont aussi d'accord sur la nécessité, pour leur profession, de revendiquer une responsabilité claire dans les principaux domaines qui lui sont confiés : santé, production et protection animales, santé publique vétérinaire, protection de l'environnement.

Cet objectif suppose une concertation permanente entre vétérinaires du monde entier dont le forum traditionnel reste la réunion annuelle de l'Office international des épizooties et, tous les quatre ans, le Congrès mondial vétérinaire. Il suppose, aussi, un consensus sur des exigences minima d'éthique professionnelle auxquelles les quelques documents présentés dans cette communication peuvent servir de base à des développements plus approfondis.

### BIBLIOGRAPHIE

- [1] ANON (1991). - Projet de directive pour l'utilisation des produits biotechnologiques : réactifs diagnostiques, et vaccins à usage vétérinaire. *Lettre Info. Enreg. Méd. Vét.*, 5 (2) : 7-9.
- [2] Food and Agriculture Organisations of the United Nations (FAO) (1991). - *Directives pour le renforcement des Services de santé animale dans les pays en développement*. FAO, Rome, 150 pp.
- [3] LECLAINCHE E. (1936). - *Histoire de la médecine vétérinaire*, Office du livre, Toulouse, 767 pp.
- [4] Office International des épizooties (OIE) (1992). - *Code zoo-sanitaire international*, 6<sup>e</sup> éd. OIE, Paris, 562 pp.
- [5] Office International des épizooties (OIE) (1993). - Lignes directrices pour l'évaluation des Services vétérinaires. In *Analyse des risques, santé animale et commerce*. *Rev. Sci. tech. Off. int. Epiz.*, 12 (4) : 1315-1338.
- [6] Office International des épizooties (OIE) (1994). - *Administration et gestion des Services vétérinaires, vol. II : Exercice de la profession vétérinaire*. OIE, Paris, 192 pp.
- [7] Office International des épizooties (OIE) (1994). - *Rapports de synthèse sur les thèmes techniques présentés au Comité international ou aux Commissions régionales*, OIE, Paris : 149-171.
- [8] World Veterinary Association (WVA) (1991). - *Code of professional ethics of the World Veterinary Association* (Document N° 55) WVA, 6 pp. -